

Economie: deux «Nobel» critiques pour ouvrir (un peu) la pensée économique

PAR ROMARIC GODIN

ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 8 OCTOBRE 2018

Le comité de la Banque de Suède a attribué son prix d'économie à Paul Romer et William Nordhaus, deux penseurs qui bousculent les idées reçues, sans revenir sur le dogme de la croissance. Une façon d'ouvrir l'économie aux autres disciplines, sans remettre en cause sa centralité.



Les lauréats du prix de la banque de Suède en économie en mémoire d'Alfred Nobel. © Reuters

En cette année 2018, le comité de la Banque de Suède pour « le prix d'économie en mémoire d'Alfred Nobel », souvent réduit à un simple « prix Nobel d'économie », a voulu montrer qu'il s'intéressait à la croissance à long terme et à sa soutenabilité. C'est ainsi que son communiqué de presse annonçant le nom des deux lauréats, Paul Romer, 62 ans, et William Nordhaus, 77 ans, tous deux étasuniens, a justifié son choix. Un choix qui a été largement salué dans la communauté des économistes critiques de la pensée *mainstream* (« courante »), mais qui pose aussi plusieurs questions sur les buts de la science économique.



Paul Romer, prix de la Banque de Suède en économie. © Reuters

Paul Romer ou la centralité de la connaissance

Paul Romer est professeur à la Stern School de New York. **L'article fondateur de sa pensée a été publié en 1990** et est titré « *Le changement technologique endogène* ». L'auteur y présente les concepts qu'il développera tout au long de ses recherches futures. Pour Romer, la croissance peut être très fortement stimulée par des changements qui peuvent apparaître minimes. Un changement réduit dans le rythme de croissance annuel peut, à très long terme, s'avérer décisif pour faire décoller les niveaux de vie.

Sur son blog, Paul Romer prend comme exemple la comparaison entre la Chine et l'Inde. Entre 1980 et 2011, la Chine a connu une croissance annuelle de 5,8 %, l'Inde de 4,1 % et cette différence assez réduite de taux de croissance a amené le PIB par habitant chinois à être multiplié par 6, contre 3,6 pour le même ratio indien. Bref, la croissance à long terme tient parfois à de petites différences.

Et pour Paul Romer, le cœur de cette différence tient aux idées et aux connaissances. Ce sont les idées – concept central dans sa pensée – qui permettent ces petites différences et donc les écarts de croissance à long terme. Or, pour lui, les possibilités ouvertes par ces idées sont immenses et largement sous-exploitées. Derrière les grandes découvertes, « *les améliorations du niveau de vie surgissent d'un nombre indicible de découvertes aussi simples que la forme utilisée lorsque l'on transforme la pulpe des arbres en tasses* ». La clé de la croissance durable passerait alors par le développement de ces petites innovations qui, à la différence des ressources naturelles, ne sont pas limitées.

Et c'est ici un autre élément central de la pensée de Paul Romer : les idées ne sont pas des biens comme les autres. Ce sont des « *biens non rivaux* » (« *nonrival goods* »). On ne peut construire deux maisons sur la même terre en même temps, mais on peut utiliser une idée en même temps partout dans le monde. Dès lors, les idées de Romer remettent en cause plusieurs éléments de la doctrine *mainstream*, notamment la loi des rendements décroissants (qui veut que l'augmentation de la production coûte de plus en plus cher), mais aussi la capacité du marché à

produire par lui-même les ressources et les solutions. Pour Paul Romer, les « *méta-idées* » permettent « *d'encourager la production et la transmission d'idées* ». Le marché figure parmi ces méta-idées, mais il y en a au moins deux autres : les institutions scientifiques et la vie urbaine, par exemple.

Paul Romer est donc aussi un penseur critique de la vision dominante de l'économie. Il l'a montré récemment à plusieurs reprises. En 2016, il avait ainsi critiqué dans un article devenu une référence et titré **Le Problème avec la macroéconomie** (« *The Trouble with Macroeconomics* ») la mathématisation de la recherche économique, qui est devenue incontournable depuis les années 1970. Le bilan était sévère : selon lui, la macroéconomie a, depuis trente ans, « *fait marche arrière* » et est devenue « *beaucoup plus opaque* ». Pour lui, l'usage des mathématiques donnait l'apparence de la science à des concepts peu rigoureux. Pour le coup, son usage risque d'emporter toute la macroéconomie. Une charge qui avait fait polémique et posé le problème central de l'usage des mathématiques en économie face aux visions plus « empiriques ».

Plus récemment, **en janvier dernier**, alors qu'il était économiste en chef de la Banque mondiale, Paul Romer avait déclenché une nouvelle polémique en critiquant ouvertement les méthodes de calculs de l'indice « *doing business* » qui mesure la facilité à faire des affaires. Il avait ainsi mis en doute le fait que le Chili avait dégringolé dans le classement afin de faire pression sur la présidente socialiste Michelle Bachelet et la contraindre à « *faire des réformes* ». Tout en niant toute volonté de « *manipulation politique* », il avait estimé que ce recul s'expliquait surtout par des changements méthodologiques et non par un changement de réalité. Il avait fini par démissionner le 24 janvier 2018.

Sans être un « *hétérodoxe* » au sein de la communauté économique, Paul Romer a donc adopté une position critique de la façon dont on fait de l'économie après la crise et le comité Nobel ne peut pas ne pas le savoir.

Le couronner l'année où il a été débarqué de la Banque mondiale est un message à ces institutions pour les appeler à s'ouvrir davantage.



William Nordhaus, titulaire du prix de la Banque de Suède en économie. © Reuters

William Nordhaus ou la prise de conscience du changement climatique

Il en va de même avec l'autre lauréat de ce prix, William Nordhaus. À 77 ans, ce professeur de Yale est une figure de la prise en compte du changement climatique dans la recherche économique. Le message envoyé par le comité Nobel est ici très clair : le jour de la publication du rapport du GIEC (**lire l'article de Christophe Gueugneau**), il s'agit de primer la capacité de l'économie à intégrer la question environnementale.

Sur le plan théorique, Nordhaus est pourtant assez éloigné de Romer. Lorsque le second explore la recherche endogène, le premier s'intéresse aux externalités créées par l'environnement. Il a été de ce point de vue un pionnier puisqu'il l'a évoqué dès la fin des années 1970. Dans les années 1990, il a développé un modèle macroéconomique qui intégrait ces externalités, qu'il avait développé avec des chercheurs d'autres disciplines. Ce modèle, baptisé DICE (*Dynamic Integrated Climate Economics*, comme « *dé* », parce que l'humanité joue aux dés avec son avenir), est depuis régulièrement remis à jour et reste une référence.

Ce modèle tente de définir la voie d'une croissance à long terme se déployant dans le cadre de ces contraintes. À ce titre, William Nordhaus a défendu l'idée d'une « *comptabilité verte* » capable de prendre en compte cette externalité climatique dans les comptes des entreprises et des États, mais aussi un prix du carbone permettant de réguler la question climatique. Cette pensée rejoint donc plus qu'il n'y

paraît au premier regard la vision de Paul Romer : l'importance des innovations, la focalisation sur la croissance à long terme et l'insuffisance de la logique seule du marché.

Néanmoins, comme le souligne Antoine Missemmer, chercheur au CNRS (laboratoire CIRED), économiste et historien de la pensée économique, William Nordhaus a longtemps mis de côté certains éléments qui aujourd'hui sont « au cœur de la pensée de la communauté des chercheurs sur le changement climatique », comme les notions d'irréversibilité et d'effet de seuil. Si Nordhaus a été un des premiers à discuter avec les autres sciences sur cette question, il a conservé la centralité de l'économie. Or, désormais, cette centralité pose problème face à la complexité des dynamiques naturelles, et elle est remise en cause. Selon le modèle traditionnel de Nordhaus, il s'agissait de connaître l'impact de l'externalité climatique sur la croissance et le moyen de maintenir cette croissance. À présent, l'économie est appelée à remettre en cause sa centralité, voire remettre en cause son principe même de croissance. Elle doit faire face à des forces qui la contraignent radicalement. Mais Nordhaus ne pense pas jusque-là.

C'est ce qui fait dire à Antoine Missemmer que le couronnement de Nordhaus le jour de la publication du rapport du GIEC « n'est pas tant que cela

une coïncidence heureuse et a plutôt un caractère cocasse ». Le comité de la Riksbank a voulu faire un « coup », mais celui-ci montre les limites mêmes de l'approche des jurés suédois : en choisissant Nordhaus et Romer, ils ont avant tout voulu insister sur la capacité de l'économie à assurer un régime de croissance durable sur le long terme. Tout en acceptant une critique interne de l'économie *mainstream*, les jurés, « contrairement à ce qu'on pourrait croire, n'envoient pas vraiment un message pour faire bouger les lignes », constate Antoine Missemmer.

Pour lui, ce double prix traduit un choix plus proche des lauréats classiques que le choix, en 2009, de l'économiste étasunienne **Elinor Ostrom**, une des fondatrices de la pensée des communs qui, aujourd'hui, intéresse beaucoup d'économistes. Le comité de la Banque de Suède se montre donc ouvert à la critique, mais à une critique mesurée et interne aux modèles de croissance. C'est un premier pas, sans doute. **Et au moment où Jean Tirole, le très orthodoxe lauréat de 2014, reconnaît dans un entretien au Monde que « l'homo œconomicus a vécu »**, il prouve que quelque chose se passe. Mais, plus que jamais, ce n'est certainement pas par Stockholm que passera le renouvellement en profondeur de la pensée économique.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.